

Le Patriote Français.

JOURNAL COMMERCIAL, LITTÉRAIRE ET POLITIQUE.

BUREAU
du

JOURNAL.
Rue de las Cámaras n. 34.

Le PATRIOTE paraît tous les jours, le lundi excepté. On souscrit au bureau du PATRIOTE où on recevra les annonces, lettres et avis, depuis 10 heures du matin jusqu'à 4 heures du soir. Les lettres et paquets doivent être adressés FRANCO. (ON INSÉRERA GRATIS LES AVIS DE MM. LES ABONNÉS.)

HONNEUR ET PATRIE!

PRIX

de
L'ABONNEMENT
3 patacons par mois.

Almanach Français.

Vendredi 20 (1794) Combat de Deynse, par le général Souham, contre les Autrichiens.
(1799) Combat de San Giuliano, par le général Macdonal, contre les Autrichiens.

MONTEVIDEO.

19 juin 1845.

LE PATRIOTE.

Nous suspendons aujourd'hui la publication des Mystères de Paris afin de donner en entier la traduction d'un écrit vraiment remarquable qui a paru avant hier dans le NACIIONAL. A cette touche vigoureuse, à cette logique pressente, à ces sentiments généreux, nos lecteurs auront bientôt deviné la plume éloquentes qui a tracé cette réfutation foudroyante de la GACETA de ROSAS. Dans l'intérêt de l'époque grave et solennelle à laquelle nous vivons, hâtons-nous de prendre acte de écrits tendant par la raison et par des chiffres à asseoir d'une manière claire et irrésistible la position que nous a créée notre amour du progrès et de la civilisation, stimulé par l'instinct de la conservation. Après la lecture de ces lignes consciencieuses, la religion de nos agents ne pourra être surprise, et les intérêts d'une noble cause resteront plus que jamais, nous l'espérons, sous leur sauvegarde empressée.

LA SITUATION ACTUELLE.

La Gaceta Mercantil de ROSAS a publié sous ce titre, 10 du courant, un article dans lequel, plus que dans aucun de ceux qu'elle publie depuis deux ans elle s'est efforcée de donner à des mensonges palpables l'apparence de faits appuyés sur des pièces authentiques.

Le but évident de cette publication est de fausser le jugement des agents chargés de la pacification du Rio de la Plata en leur donnant une idée erronée de la situation présente.

Le corais de vérité et de modération qu'on a su donner à ces imposteurs rend nécessaire une réfutation qui confondra ses auteurs.

Commencant par les actes de ROSAS qui se'on la Gaceta pouvaient son respect et son intérêt pour l'indépendance Orientale, il est le premier qui " en 1833 soutint l'indépendance et le gouvernement légal de la République renversé pas des rebelles que protégeaient les agents français " et il a continué à reconnaître le principe légal et à aider les Orientaux à conserver leur indépendance.

Le droit et le devoir du gouvernement Argentin d'intervenir en faveur de l'Orientale dans le cas de guerre ont été établis dans le traité de paix de 1829 entre le premier gouvernement et celui du Brésil. Ce

droit et ce devoir n'étaient consacrés que pour le terme de cinq années après la sanction de la Constitution (art. 4 du traité), qui eut lieu en juillet 1830: le droit dont il s'agit cessa donc dans le même mois de 1835.

L'insurrection que commanda en 1832 le général Lavalleja contre le gouvernement constitutionnel à la tête duquel se trouvait nos le général Rivera trouva dans ROSAS la coopération la plus active. Le schooner argentin l'Invincible qui fut saisi près de Maldonado par ordre du gouvernement en septembre de l'année indiquée avait à bord 16 caisses d'armes et une quantité considérable d'articles de guerre extraits de l'arsenal de Buenos-Ayres et destinés à Lavalleja.

Celui-ci après sa défaite, se réfugia à Buenos-Ayres Là il recruta du monde, il l'arma, le monta et l'équipa au moyen d'effets aussi fournis par le même arsenal, et en mars 1834, il s'embarqua à Buenos-Ayres et envahit de nouveau cette contrée

ROSAS, avec la duplicité qui le caractérise, ordonna alors par un décret rendu public qu'on instruisit sur la fuite du général Lavalleja.

Celui-ci vaincu une autre fois se réfugia encore à Buenos-Ayres, où malgré sa fuite antérieure il fut accueilli et traité avec toutes les considérations possibles.

Jusqu'à cette époque ROSAS était obligé par le traité avec le Brésil à soutenir le gouvernement légal de la République et au lieu de le faire, il arma Lavalleja contre lui.

En 1839, lorsque les excès d'Oribe soulevèrent le pays contre lui, ROSAS n'avait ni le droit ni l'obligation d'intervenir dans cette lutte, puisque le terme fixé par la convention avec le Brésil était expiré en 1835. Cependant il occupa militairement Paysandú avec un corps d'infanterie commandé par D. Antonio Coll, et le mit aux ordres d'Oribe contre Rivera avec une flotte composée de bâtiments argentins. (Voir les divers rapports de Garzon, chargé par Oribe du commandement de Paysandú, dans lesquels il parle des opérations des forces argentines de terre et de mer: ils ont été publiés ici par Oribe, et par ROSAS à Buenos-Ayres.)

Il résulte donc qu'en 1832 et 1834, lorsqu'il était de son devoir de protéger le gouvernement légal dirigé par le général Rivera, ROSAS l'attaqua ouvertement au moyen de Lavalleja et quand il n'avait plus le droit d'intervenir, en 1838, il est intervenu de fait avec ses forces de terre et de mer.

En 1839, ROSAS envahit la République avec une armée nombreuse dont il ne donna point le commandement à Oribe pour des raisons que nous exposerons plus bas, mais à Echagüe, homme voué à ROSAS et alors gouverneur de l'Entrerios. Cette armée qui n'a point dépassé Cagancha, s'approchait de Montevideo, et ROSAS adressait à son subalterne Echagüe, le 26 septembre de cette même année une lettre dans laquelle mettant toujours en avant le fantôme de la légalité et la liberté des élections il écrivait textuellement ce qui suit:

" Au moment du départ nous avons arrêté avec M. le président Oribe les mesures qu'il conviendra de prendre aussitôt qu'il sera rétabli dans l'exercice de son autorité légale, dans la République Orientale; et c'est avec une juste satisfaction que je vous annonce qu'il est bien décidé à réunir le Corps Législatif et à lui remettre, comme il est dû, le bâton de commandement, sans tache, afin qu'il soit parfaitement libre dans l'élection de la

" personne qui prendra les rênes du gouvernement; et quant à la personne sur laquelle il conviendra de reporter les suffrages, vous êtes aujourd'hui dans la meilleure position pour la connaître et pour en juger plus sainement. Il est aussi très disposé (Oribe), à travailler dès ce moment, après s'être entendu avec vous ou avant si cela est nécessaire, en faveur du candidat qui vous paraîtra le plus propre à porter à l'élection et à l'élevation à la présidence."

L'original de cette lettre signée par ROSAS fut pris dans la correspondance d'Echagüe dans la bataille de Cagancha; elle révèle à la fois les vues de ROSAS et d'Oribe. Le candidat à la présidence orientale après l'entrée d'Echagüe dans Montevideo ne devait pas être l'élu de la nation, sinon que celui, que ce même Echagüe gouverneur de l'Entrerios et chef d'une armée de ROSAS, considérerait comme le plus apte; et Oribe était très disposé à porter ce candidat après avoir conféré avec Echagüe et avant même s'il était nécessaire.

Voilà le respect et l'intérêt de ROSAS pour l'indépendance orientale qu'on démente, si faire se peut, un seul des faits ci-exposés.

" En 1840, continue la Gaceta, il l'eut à cœur dans la convention du 29 octobre avec la France."

Que signifie avoir à cœur l'indépendance d'un pays dans un traité avec un autre puissance: celle de l'Etat Oriental était un fait reconnu depuis 1828 sous la garantie du Brésil, de la République Argentine et de la Grande-Bretagne, cette dernière comme médiatrice. Dans la convention avec la France, ROSAS se bornait à dire qu'il continuerait à regarder cet état comme parfaitement indépendant (art. 4.) Mais cette indépendance il ne pouvait s'empêcher de la reconnaître, et cet article ne fut dès lors qu'un mauvais tour joué au négociateur français, comme cela a retenti dans la presse et à la tribune française.

" En 1843, il la soutint en opposition aux prétentions de l'administration brésilienne, se refusant à la ratification du traité de mars dans lequel la cour de Rio-Janeiro lui proposait un traité d'alliance, avec intervention, pendant et après la guerre." (La Gaceta.)

Ce traité est une tache sale et indélébile pour le ministère brésilien qui l'a proposé et signé. La duplicité, l'imprévision, l'entier oubli de la dignité de l'empire et avant tout une crainte puérisse, présidèrent à l'offre d'un traité par lequel M. Carneiro Leao voudrait aujourd'hui effacer son nom, ce qu'il n'obtiendra jamais. Un tel acte et le nom de son auteur sont enchaînés désormais par un anneau de fer et paraîtront devant le tribunal de l'opinion au Brésil.

Mais la fourberie de ROSAS fut plus grande encore lorsqu'il se refusa à ratifier ce traité. Avant d'entrer à la preuve, nous ferons une observation très importante quant au respect du dictateur pour la légalité d'Oribe.

Celui-ci s'était réfugié à Buenos-Ayres depuis le mois d'octobre 1838.

En juillet 1839, ROSAS envahit le territoire oriental, confiant le commandement de son armée à Echagüe et non au président légal. Les motifs étaient très graves. A cette époque, Oribe n'avait pas encore contracté les engagements par lesquels ROSAS enchaîne les individus à son système; liens de crimes et de sang. Sans cette école, Oribe ne pouvait espérer de voir sa légalité soutenue. En conséquence, le 27 septembre 1839, quand Echagüe se trouvait auprès de Montevideo, Oribe sortit pour la première fois de Buenos-Ayres, à la tête

d'une brillante division bien armée, vêtue et équipée, composée de plus de 500 hommes... pour réduire le sauvage unitaire Lavalle, soit avec ses propres forces soit après sa réunion avec celles d'Entrerrios et de Santa-Fé. » (1) Oribe ne devait pas venir défendre son gouvernement légal ni l'indépendance de son pays si respectée par Rosas : il avait à aller combattre Lavalle et les unitaires dans l'Entrerrios pour le compte du Dictateur. « Il m'a répondu, dit celui-ci dans sa correspondance, avec beaucoup d'enthousiasme et de conformité de vues, brûlant, comme cela doit être, du désir de se rendre utile avec ses troupes et même de marcher en personne à acquérir quelque gloire en combattant contre de semblables sauvages unitaires. »

Il en fut ainsi. Oribe fit quatre ans d'apprentissage acquérant des titres à la confiance de Rosas avant d'envahir sa patrie en janvier 1843. Pendant ces quatre années il combattit dans l'Entrerrios, à Santa-Fé, à Cordova, à Tucuman et à Salto sans que Rosas se rappelât le moins du monde la présidence légale de la République de l'Uruguay. Mais lorsqu'Oribe eut dévasté les provinces argentines jusqu'aux frontières de la Bolivie, qu'il eut fait égorger le colonel Vilela, le gouverneur Avellaneda dont la tête fut exposée en place publique, le colonel Borda dont il envoya en cadeau à Buenos Ayres les oreilles salées; qu'il eut sacrifié les prisonniers de guerre à Tucuman, Catamarca et surtout; qu'il eût donné l'ordre d'envoyer à la traine le cadavre du général Lavalle afin d'en séparer la tête, lorsque Rosas par la voie de la *Gaceta* eut rendu publics tous ces faits affirmés par la signature même d'Oribe, c'est alors qu'il le considéra comme lié à jamais à sa cause et c'est alors seulement qu'il le chargea d'envahir le sol oriental dont il avait été rejeté cinq ans auparavant.

Revenons sur le traité avec le Brésil. Le triomphe complet de Rosas à l'Arroyo-Grande (décembre 1842) fut pour bien des gens le précurseur certain de l'asservissement de la République Orientale. Le ministre brésilien Carneiro Leao la vit envahir par une armée formidable pour ainsi dire, puisque sur le territoire oriental il ne se trouvait pas un seul homme les armes à la main, il craignit qu'après avoir vaincu cette république, cette armée tombât sur la province de Rio Grande; cette crainte l'agita; il n'eut pas le courage de faire face au danger comme le font les nations valeureuses, il préféra demander à Guido la signature d'un traité dont il ne devait recueillir d'autre fruit que la honte du rejet de Rosas. (2)

Rejet que tout homme pouvait prévoir puisqu'il était une conséquence rigoureuse des vues du dictateur sur l'Etat Oriental.

En mars 1843, lors de ce traité, Oribe arrivait sous les murs de Montevideo avec une armée formidable et victorieuse. Les journaux de Rosas, ses pièces officielles, tous les actes en un mot, prouvent qu'il était convaincu que la résistance était impossible; c'est ce que lui assuraient et Oribe, et Maza, et Pacheco; et la reddition de Montevideo lui paraissait un fait qui ne laissait de douteux que le jour où il s'accomplirait.

Rosas, maître de Montevideo et de tout le territoire oriental qu'il occupait alors avec une armée de 17,000 hommes, toute à lui, aurait obtenu ce qu'il cherchait depuis 1838 lorsqu'il envoyait Echague soumettre le pays; il restait en position de faire nommer un candidat qu'il eût considéré comme le plus apte: en un mot il res-

(1) Lettre de Rosas à Echague du 23 septembre 1839, prise à Cagancha.

(2) Il y a un fait très curieux qui prouve combien la raison s'altère d'une action que reproche la conscience. Le traité fut signé le 24 mars 1843 et dans le préambule il est dit que les ministres plénipotentiaires ont échangé leurs lettres de créances respectives. Cependant, trois jours après, c'est à dire le 27 mars jour de la ratification du traité par l'empereur, on rédigea et signa un protocole dans lequel ces mêmes plénipotentiaires déclarèrent que le Guido n'était point revêtu de pouvoirs spéciaux pour signer le traité: qu'il les demanderait à Rosas et qu'après les avoir reçus il les échangerait avec ceux de LL. EE. les ministres plénipotentiaires de S. M. I. Qu'ils sont dès lors les pouvoirs qui d'après le traité ont été échangés.

taut maître absolu de la République soumise à son armée.

Dans une semblable circonstance, venir proposer un traité dans lequel le Brésil invoquait l'obligation solennelle de défendre l'existence politique de la République Orientale conformément au traité préliminaire de paix, un traité par lequel le Brésil pouvait avoir dans ce pays autant de forces et autant d'influence que Rosas, c'était la priver tout à coup du fruit de ses efforts constants et de la victoire; c'était lui adjoindre un voisin important lorsqu'il pouvait rester seul maître de la dépouille. Il croyait, seul et sans le secours d'aucun, soumettre l'Etat Oriental: comment dès lors aurait-il donné part au Brésil qui ne l'avait aidé en rien et se serait-il vu dans l'obligation de marcher en faveur de l'Empire contre les soulèvements de Rio-Grande?

On s'abusa étrangement à cet égard, toute la vie politique de Rosas annonçant assez qu'il rejeterait avec mépris une semblable proposition, et M. Carneiro Leao montra bien peu de sagacité lorsqu'il eut signé la ratification de son traité: Rosas le repoussa en maître; il avait raison.

Enfin, tel fut le motif clair, évident sur lequel s'appuya Rosas pour rejeter le traité. Bien certainement lorsque le Brésil invoquait l'obligation de la part des deux pays de protéger l'indépendance orientale, Rosas devait se prononcer apparemment au sujet de cette indépendance, mais cela dans son langage seulement, et il est ridicule de prétendre que sa parole seule suffit pour prouver qu'il a refusé le traité par respect pour la légalité du gouvernement d'Oribe et l'indépendance de la République, puisque tous les faits et dessus énoncés prouvent combien de fois il les a hostilisés.

Non, il en fut bien autrement; il rejeta le traité parce qu'il lui ôtait la faculté de disposer de la République à son bon plaisir en lui adjoignant dans sa conquête une autre puissance.

La *Gaceta* dit ensuite: "qu'aujourd'hui Oribe gouverne librement dans toute l'étendue du territoire" qu'en outre il commande plus de huit mille Orientaux qui se sont armés pour le soutenir."

C'est ici vraiment le dernier outrage à la vérité. Les forces que commande Oribe, sont celles qu'il a sous les murs de Montevideo, et celles qui aux ordres d'Urquiza sont restées victorieuses à la *India Muerta*.

Pour ne point donner des états aussi mensongers que ceux que forge la *Gaceta*, nous nous abstiendons d'indiquer le chiffre de chacun des corps qui se trouvent devant la place, nous donnons seulement leurs noms et ceux des pays auxquels ils appartiennent.

NOMS DES CORPS.	COMMANDANTS.	PROVENANCES.
Liberé.	Maza.	Buenos Ayres.
Indépendance.	Costa.	id.
Libres de Buenos A.	Ramos.	id.
Retraités.	Ramiro.	id.
Volontaires d'Oribe.	Artagnoytia.	id.
Liberté-Orientale.	Lasala.	(se dit oriental.)
Défenseurs de l'indépendance orientale	Rincon.	Entre. Corent. &c.
Compagnie des défenseurs d'Oribe.	F. Oribe.	Culivat. Canariens
Garde Nationale. (4 compagnies.)	Sienra Areta. } Arechaga Bal. }	Orientaux.

Tels sont les corps d'infanterie qu'a Oribe: il n'y a parmi eux qu'un bataillon et quatre compagnies composés d'Orientaux. Peut-être parmi les *Défenseurs d'Oribe* s'en trouvent-il quelques uns, mais il n'en est pas moins certain que beaucoup des soldats du bataillon de Rincon, appartenant à Buenos Ayres, Entrerrios et autres points: car c'est à ce corps et à celui de Lasala qu'ont été incorporés les prisonniers de l'Arroyo Grande et autres.

Quant aux forces de cavalerie, s'est parmi elles que devrait se rencontrer le plus grand nombre d'Orientaux, car tous nos campagnards sont soldats dans cette arme, et on n'a jamais oui dire qu'Oribe, ait formé parmi eux aucun bataillon d'infanterie. Nous nous appuyons dès lors sur une pièce incontestable—sur les bulletins d'Urquiza lors de la bataille de la *India Muerta*. D'après lui les troupes qui ont donné dans cette affaire, le 27 mars dernier, se composaient ainsi qu'il suit:

Aile droite.—1re division d'Entrerrios composée de 6 escadrons.

Une compagnie du Bataillon Entrerriano.

Flanqueurs.—L'escadron des dragons d'Entrerrios.

N. 1 des lanciers de Buenos Ayres.

N. 1 de la 9me division d'Entrerrios.

Un escadron d'Orientaux.

Réserve.—1er escadron de l'Escorte de la Liberté.

(Nous ne savons s'ils sont Orientaux, nous voulons bien l'admettre.)

N. 2 et 3 de la Division Flores (tous de Buenos Ayres.)

Centre.—2me compagnie et chasseurs de l'escadron Entrerriano

Un piquet d'artillerie du même corps.

Sa réserve.—L'escadron Escorte d'Urquiza—[Entrerriano.]

Un escadron Oriental.

Aile gauche.—3me division Entrerriano—4 escadrons.

3me compagnie du bataillon Entrerriano.

Un escadron d'Orientaux.

Ses flancs.—Le numéro 3 de Buenos Ayres avec une compagnie de volontaires de la Colonie.

Deux compagnies de volontaires de la Colonie et de Soriano.

Le numéro 4 de Buenos Ayres.

Dragons de Id.

Sa réserve.—6me division Entrerriano—4 escadrons.

Depuis deux compagnies de Minas et Maldonado, sans poste fixe.

De cette proluxe manifestation faite par Urquiza dans son rapport, il résulte que l'armée de cavalerie en campagne se composait—

Escadron Entrerriano..... 17

Id. de Buenos Ayres..... 6

Id. Orientaux..... 3

Et de plus—cinq compagnies de Volontaires Orientaux. Dans le chiffre de l'infanterie Urquiza ne fait mention, et en effet il n'y en avait pas, d'un seul piquet d'Orientaux.

Trois escadrons et cinq compagnies de cavalerie, et un bataillon et quatre compagnies d'infanterie forment toute la force composée d'Orientaux qu'Oribe a sous ses ordres. Si l'on doit faire quelque agrégation, ce ne peut être que quelques détachements isolés qui réunis doivent fournir bien peu d'hommes. Que l'on voie si ces corps forment plus de huit mille Orientaux armés. Le mensonge est si vilain, qu'il paraît pas probable qu'il y a eu erreur d'un zéro; et que la *Gaceta* vous ait dit 800: car les corps dont il fait mention n'arrivent même pas à ce nombre.

Voici une autre démonstration de cette fausseté ridicule qui ne laisse rien à répliquer. Les forces de Rosas qui passèrent l'Uruguay, sous le commandement d'Oribe, suivant données d'eux mêmes (3), sont les suivantes:

<i>Infanterie.—Cavalerie.</i>		
Sous le commandement immédiat d'Oribe.....		
7 000		
Sous celui de son frère Igacio.	640	5,000
Sous celui d'Urquiza.....	500	4,000
Totaux.....	8,140	9,000

Il passa en effet, des forces de Rosas sur ce territoire, plus de 17,000 hommes. Supposons, [ce qu'Oribe ne voudra pas confesser] que pendant ces 28 mois de campagne il a perdu 6 000 hommes: il devrait avoir, encore plus de onze mille hommes de toutes armes, de ceux qu'il emmena de la République Argentine. Si ici il a été armé plus de huit mille orientaux, Oribe doit avoir aujourd'hui près de vingt mille hommes sous ses ordres. Mais où donc est-elle cette force? dans quelle part du territoire se cache-t-elle, qu'on ne voie, qu'on ne sente que celle qui assiège Montevideo et celle qui obéit à Urquiza? ni ici, ni sur les côtes de l'Est si fréquentées naguères par des navires neutres; ni à Rio-Grande, ni à Buenos Aires même, on n'a connaissance d'autres forces que de celles qui occupent ces points. A Montevideo, personne, personne, pour si large qu'il compte, ne donne à Oribe plus de cinq mille hommes

(3) Voir les numéros 832 et 805 du *British Packet* de Buenos Ayres des 25 février et 18 de mars 1843.

de toutes armes. Urquiza dit dans son rapport de la India Muerta, qu'il combattit avec 3,000. Eh bien gratifions le de deux mille de plus qu'il serait fort difficile de dire où il les a, et il résultera que même ainsi, ils n'arriveront pas à ces mêmes onze mille hommes de Buenos Ayres qu'il d-vrait y avoir sur le territoire.

Où sont donc les huit mille Orientaux armés! Pour qui écrit elles ces absurdités la *Gaceta*: à qui prétend-elle les faire croire!

La *Gaceta* continue et dit: qu'Oribe s'il n'a point tenté jusqu'à aujourd'hui de prendre la ville d'assaut n'a été arrêté que par considération du grand nombre d'étrangers que cette place renferme—à ceci il n'y a qu'une réponse: merci pour cette considération. Mais cette réponse, ce sont les étrangers qui doivent la donner. Nous autres, qu'exclut la bonté d'Oribe, nous demanderons seulement: pour quelle considération Oribe a-t-il pendant plusieurs nuits canonné la ville par élévation, sachant fort bien qu'il ne pouvait ainsi maltraiter la ligne de fortification? Ces coups de canon n'ont eu aucun objet belliqueux: pourquoi donc les a-t-il ordonnés?

« Les étrangers, continue la *Gaceta* construisirent les tranchées de Montevideo, fournissant les uns les matériaux, d'autres leur travail journalier, et l'escadre britannique, sous le commandement du commodore Purvis, ses ingénieurs. »

Aucun étranger n'a fait don de matériaux pour les fortifications, aucun n'y a travaillé gratuitement: et si ce n'est pas vrai, que la *Gaceta* en cite un seul;—plusieurs ont vendu des matériaux et beaucoup plus encore ont travaillé à la journée qui leur était payée journellement. Mais nous ne connaissons aucun principe de droit international, aucun conseil de saine raison qui défende à l'étranger résidant en un pays belligérant de vendre au gouvernement de ce pays les articles qu'il produit dans ses fabriques, ou de prêter ses bras comme journalier pour l'exécution de travaux publics quand on ne le force pas à le faire.

Quand aux ingénieurs de l'escadre que commandait le commodore Purvis, la *Gaceta* a tracé un mensonge gratuit et intentionné. En premier lieu nous ne savons pas qu'abord des navires de la station Britannique il y eut un seul ingénieur en 1843; ni, à quel effet?—mais ce que nous savons bien, c'est que le gouvernement n'en demanda aucun, c'est qu'il n'en fut prêt aucun appartenant à quelque station étrangère. Les tranchées commencèrent à être ouvertes le 9 janvier 1843; et il est clair qu'avant de commencer le travail, le plan en était déjà tracé le 1er février, quand déjà la tranchée était levée et la tranchée ouverte, presque sur toute l'extension de la ligne, une commission spéciale du gouvernement chargea l'un de nos généraux de diriger et terminer les travaux. Les journaux de Montevideo de cette époque font connaître les progrès journaliers de cette œuvre. Eh! bien: le commodore Purvis ne parut dans le Rio de la Plata que le 7 février, déjà les fortifications étaient terminées, et l'on commençait à établir les esplanades pour l'artillerie. Et preuve irrécusable de tout ceci, c'est que le 16 février, jour où Oribe campa au Cerro, les fortifications étaient terminées, l'artillerie en place prête à le recevoir, et à tel point que depuis son arrivée jusqu'à ce jour il s'est arrêté devant elles.—Ainsi donc la *Gaceta* a manqué gratuitement à la vérité et elle se peut l'avoir fait par ignorance, quand il s'agissait de faits aussi publics.

Avec le même caractère de vérité, la *Gaceta* ajoute: que l'autorité d'Oribe «est établie sur tout le territoire Oriental»; que «de la bande de Rivera et des autres sauvages unitaires il n'en existe plus un seul, en armes, dans les camps Orientaux.»

L'autorité légale d'Oribe n'est établie sur aucun point du territoire Oriental. Sur plusieurs est établie l'autorité militaire du général en chef de l'Armée Argentine; parce que ces divers points sont militairement occupés par lui. L'autorité qui porte pour devise en tête de tous ses actes officiels, ces mots: *vice la confédération argentine, meurent les sauvages unitaires!* n'est, —ne peut être,—autorité légale de la République Orientale, où il n'y a ni confédération, ni unitaires, ni sauvages. L'autorité qui reçoit le salaire de de tous ses chefs et officiers, de toutes les troupes qu'elle commande et même des corps qu'elle appelle orientaux,

du trésor public de Buenos Ayres n'est pas autorité légale de cette république; et c'est ce trésor qui paie, équipe, arme et munitionne les forces que commande Oribe. S'il est quelqu'un qui en doute, qu'il lise dans le même numéro de la *Gaceta* l'article que nous réfutons, et il trouvera à la partie de sorties du trésor général de Buenos Ayres, le lundi 9 juin 1843 les sommes suivantes. —

	Piastres.
Solde des défenseurs de l'indépendance orientale.....	4,324
Chef et officiers de l'Etat Oriental.....	2,536
So de des idem.....	4,614
Id. de l'armée d'avant garde [c'est celle que commande Oribe].....	277,063
Id. du bataillon défenseurs de l'Indépendance Orientale, pour l'année 1843.....	4,216
Id. du idem pour 1844.....	4,488

Il résulte donc de ce document officiel de Rosas, que la troupe entière sous le commandement d'Oribe, argentine et orientale, tous les chefs et officiers orientaux, reçoivent leurs soldes et les allocations à leurs familles [4] du trésor public de Buenos Ayres. Et la *Gaceta* appelle de semblables gens autorité légale de l'Etat Oriental dans le même numéro où elle publie ce document.

« Des forces nationales que la *Gaceta* appelle unitaires, il n'y a pas un seul homme, en armes, dans les camps Orientaux, » ceci est encore un mensonge manifeste. Les colonels Flores et Camacho maintiennent sur le territoire des divisions Orientales; et quoique l'incampanation dans la quelle se trouve la capitale avec la campagne ne nous permette pas de dire avec précision que d'autres chefs se trouvent dans le même cas que ces deux officiers, il est su de tous que plusieurs ont reçu et conservent une partie considérable de la force vaincue à la India Muerta.

Mais en concédant que l'assertion de la *Gaceta* fut rigoureusement certaine; qui a dit que le fait de perdre une bataille a décidé irrévocablement du droit et de l'indépendance d'un pays! Si le triomphe obtenu par Urquiza avec une armée complètement étrangère constitue pour la *Gaceta* l'établissement de l'autorité d'Oribe sur toute la république, pourquoi soutient-elle qu'Oribe est encore président légal après les triomphes obtenus contre lui, par les armes purement Orientales qui l'expulserent du territoire dont il a été absent pendant cinq années et sur lequel il n'est rentré qu'avec l'appui des bayonnettes de Rosas!

Comme preuve de la vérité de ce qu'elle avance la *Gaceta* publie un curieux état des forces de notre garnison, actives et passives, sous la date du 24 mai dernier, qu'il porte à trois mille six cent vingt six hommes y comprise la garnison du Cerro etc. Cet état arrive fort à propos; car le 12 courant l'armée de la capitale a été passée en revue et toute la population a pu voir et compter un à un plus de quatre mille hommes des divisions actives, qui s'élevaient dans leur marche par la rue du Suroest, jusqu'au Marche Neuf; c'est à dire à vingt-trois cuadras [5] de la ligne intérieure et à plus de trente de celle extérieure; sans que la terrible armée d'Oribe augmentée de huit mille Orientaux armés osât attaquer nos lignes quand leurs efforts seuls ou entant si éloignés et exécutaient leurs marches à la vue d'Oribe qui les observait du haut de sa vigie. Ceci prouve d'une manière patente, que pendant que ces quatre mille hommes étaient passés en revue, les lignes intérieure et extérieure étaient restées garnies de forces suffisantes pour les défendre contre un attaque d'Oribe, ou si les postes avancés ne sont éloignés des nôtres que de dix cuadras. C'était ainsi en effet; et les lignes étaient restées garnies par tout le corps des dragons, le régiment Susa, partie de la division Flores, toute l'artillerie de la place, partie de l'artillerie volante, les gardes respectives des corps passés en revue et le personnel peu nombreux des batteries de l'enceinte de la ville.—Que la *Gaceta* additionne cette force avec les garnisons du Cerro [6] et de

(4) Les militaires en partent pour la guerre laissent entre les mains de leurs familles un document pas lequel elles sont autorisées à recevoir une partie de la solde.

(5) On appelle cuadra la longueur de rue qui existe de l'extrémité d'un carré à l'autre. Celle de Montevideo sout de cent varas soit 86 mètres.

(6) La *Gaceta* dit qu'Oribe n'a pas enlevé la place d'assaut par considération pour les étrangers qu'elle

l'île des Rats; quelle ajoute le tout à cel qui fut passé en revue; elle trouvera la place garnie de près de six mille soldats; et elle peut demander aux innombrables témoins qui les virent des détails sur leur contingent, leur équipement, leur agnement et leur tenue.

Quelle réponse donner à ceci « qu'il y a seulement dans tout Montevideo 409 Orientaux! Abstraction faite de ceux qui se trouvent dans les trois bataillons de gar des nationales, et d'autres corps, toute la division Flores, tous les dragons, tout le régiment Soza, se composent d'Orientaux. Mais ceci est si ridicule que cela ne mérite pas de réponse.

Nous demandons en attendant à la *Gaceta*: qu'étaient les 4,500 hommes qui, suivant le rapport d'Urquiza, combattirent sous les ordres du général Rivera à la India-Muerta?—tous nationaux orientaux avec un chef Oriental.—Qu'étaient les 26 escadrons et l'infanterie avec lesquels ce jour-là combattit Urquiza?—Tous Entrerianos et de Buenos-Ayres, moins trois escadrons; aux ordres d'un chef Entreriano. De quel côté était la nationalité orientale?

Le gouvernement compte dans ses files, dans l'intérieur de la place, bon nombre d'étrangers armés. Cela est vrai; et c'est la plus éloquente dénonciation contre l'atroce système de Rosas et d'Oribe, système qui force même l'étranger indifférent à prendre les armes pour se défendre. Mais ces corps combattent à côté des corps nationaux, et reçoivent leurs armes, leurs habillements etc., du trésor national, comme ayant été armés par le gouvernement de la nation. Mais Oribe passa l'Uruguay avec 12,500 hommes tous étrangers: peu de mois à près Urquiza s'incorpora à lui avec 4,500 de plus, tous étrangers. Les orientaux qui se sont réunis à lui sont une infime minorité: et montre ceux-ci, de même qu'Oribe, ses chefs et officiers, et leurs familles vivent et sont à la solde de Rosas comme le prouve la publication officielle des paiements faits par le trésor de Buenos-Ayres.

Le quel des deux côtés représente la nationalité orientale?—qu'Oribe réponde si la pudeur lui laisse l'usage de la parole.

Quel est son caractère devant sa patrie, devant tous les pouvoirs de la terre?

Dans son ardeur à poser des chiffres pour simuler la véracité, la *Gaceta* publie une liste des forces navales étrangères existantes dans la Plata: mais cette liste vient seule servir à donner la mesure de la vérité de ceux qui donnent des nouvelles d'après la *Gaceta*.—Nous allons le voir.

Elle donne à la corvette anglaise *Satellite* 22 canons, et elle n'en a que 18.

Elle donne au vapeur *Payrebrand* 11 canons, il en a 6.

A la fregate française *Africaine* 60, elle en a 44.
A la id. id. *Erigone* 60, elle en a 44.
Au brick id. *Dassas* 22, il en a 20.

Elle fait mention de deux vapeurs français, quand il n'y en a qu'une, et l'autre qu'elle appelle *Eilau*, n'a jamais existé dans le Rio de la Plata.

Elle mentionne cinq corvettes brésiliennes et il n'y en a que 4.

Elle appelle *Chua* la corvette *Uniao*.
Elle appelle *Arguella* la fregate sardo *Aguila*.
Elle appelle *Esculano* le brick sardo *Eridano*.

De manière que la *Gaceta* suppose 43 canons et deux navires qui n'existent pas, et change complètement les noms de trois. Par l'exactitude du correspondant de la *Gaceta* sur ce point, l'on peut juger de celle qu'il y a dans la revue des forces et des autres particularités.

Arrivé là, nous n'avons plus rien à ajouter les conséquences qui se déduisent de ce que nous avons dit sont à la portée de tout le monde.—Nous en citerons seulement trois qui résument toutes les autres.

Oribe ne représente aucune autorité Orientale: Il n'a

renferme » et le fort du Cerro, pourquoi ne l'a-t-il pas pris d'assaut! Suivant la *Gaceta*, il n'y a dedans que « cent quinze hommes de la division Flores. » Pourquoi ne l'a-t-il pas pris? Pourquoi? parce que la valeur qu'il eut pour payer un homme qui le fit sauter par une mine, lui manque pour se mettre à la tête d'une colonne et l'attaquer.

LE PATRIOTE FRANCAIS.

d'autre caractère, d'autre représentation, que celle de général d'une armée de Rosas dont le personnel, l'armement, l'équipement, les soldes, les pensions &c &c sortent de Buenos Ayres et de son trésor.

Les Orientaux qui se sont réunis en armes à Oribe, sont une infime minorité qui combat sous les drapeaux de Rosas, dont les chefs, officiers, soldats et familles sont à Buenos Ayres. Ils ont par conséquent cessé d'être Orientaux, suivent la constitution de la République et celles de tous les pays du monde.

L'autorité légale, unique dans la République, est celle qui soutient l'honneur de son pavillon et l'indépendance nationale: autorité à côté de laquelle résident tous les intérêts des nations amies de la République, qui par cela seul possède la sanction du droit national et du droit public.

Des lettres de Rio Grande venues par voie de Rio Janeiro annoncent que le général Medina est entré sur le territoire Oriental, à la tête de quinze cents lances, pour aller se joindre aux divisions de Flores, Camacho etc. Ainsi cette armée en campagne que la "Garceta" donne comme entièrement détruite par la bataille de la India Muerta existe encore.

Il est arrivé à Rio Janeiro deux navires de guerre anglais et l'on en attend deux autres, destinés tous les quatre pour les eaux de la Plata.

CONSULAT DE FRANCE A MONTEVIDEO.

NOMS DES FRANÇAIS SUR LE COMPTE DESQUELS ON DEMANDE DES RENSEIGNEMENTS.

Paio, Mie. E.	Bidart. Ete.
Lepaille, dit Eyheragaray.	Liquiniano
Dauxaudabarats.	Naquet Auguste.
Mandin, Fr. Chabrier.	Moère Bte.
Rich.	Rach.
Dukalde, Mel.	Cesporandy.
Arroquin Are.	Fau
Debronne Ate.	Cavaillon.
Lescoat.	Vaillant Ches. Amédée.
Oxoby Pierre.	Sorondo François.
Vhede Jn. Aré.	Othara Martin.
Louheguy Jean.	Hiburu Jacques.
Puchulateguy Jean.	Irrigoyen Pierre.
Arhancoet Dominique.	Oshats Guillaume.
Chirrauberro Pre.	Espondaburu B.J.
Saparraris Jes.	Hourboure Jean.
Lahigorry Sebastian.	Sarhy Laurent.
Bidegainberry Jean.	Ohasberry Arnaud.
Bournaus Pierre.	Eramondebère Jean.
Becaray Gratian.	Lucu Ambroise.
Aygaguen Jean.	A. Phalo Pierre.
Guerre Simon.	Aguerre Joseph.
Alhote Jn. Bte.	Lapouble Pierre.
Lacoin Pierre.	Iriart Jn. Bte.
Toulouse Jean.	Cadaillon Pierre.
Lagarde Jean.	Lasalle Pre. Amédée.
Arnaud Jn. Bte.	Arimours Pierre.
Baylac Jacques.	Darracq Marc.
Majgor Jean.	Brouchy Pierre.
Guichenduc Jean.	Hiriart Jacques.
Bucette Jn. Arm.	Darancette Jn. Iribé.
Barbaspe Jean.	Guitopé Jn. Via.
Delegoin Martin.	Heriest P. G.
Maugeretguy Jn.	Etchegaray J. G.
Missagne M. J.	Berescoïn Pre.
Dommier Laurent.	Mindonnet O. M.
Barbesteguy Pre.	Lorteig Jean.
Labitte Pre.	Mouras Jes.
Labaston J. P.	Candou Jn.
Peyroubou.	Ribère A. Ches.
Arrecart Pie	Soubiat Jh.
Lascary Jean	Oihen Jn
Labanou J. C.	Wrruty E.

Larre Jean.	Sarribery Pre.
Jharragorry J. C.	Orouos J. B.
Jonco P. H.	Ahuncain Dominique.
Fruin Pre.	Cauchet H. G.
Taurel Fois. Ex.	Curet Jean.
Amestoy Pre. C.	Bertrand H.
Laporte Cyrille.	Guidolle J. Mio.
Dhom J. Mio.	Goudène Dque.
Despelou Dque.	Carrère J. P.
Delon Maurice.	Delorme Norb-rt.
Fouchou Julien.	Courtinde Dque.
Dutech François.	Tapie Laurent
Cauhape Jn. L.	Forgus J. Fois.
Larroque Jh. A.	Pol J. B.
Puydarrieux B.	Monié Pre.
Tarantini Antoine.	Vilards Pre.
Servain Silv.	Gazales J. R.
Bordegary.	Villeneuve Pre.
Bidegain Jn.	Dutey T. M.
Carutchet Gn.	Etchegaray P. J.
Erguy B. B.	Tambouraindeguy.
Esponde L. A.	Gachen Pre.
Cabale L.	Yacengur Arnaud.
Oxolarondo Pre.	Querillac Jean.
Minvielle Ct.	Latreite Jn.
Brana Pre. P.	Lainothe Ray.
Etchegaray Min.	Auge J. B.
Garra J. C.	Megabehère Dque.
Sant Pe P. A.	Cubillina Jean.
Dumas Pre. A.	Pain Die.
Ondarcolu André.	Braou Euge.
Dulor Pre.	Talva Ches.
Sarral William.	Weich Georges.
Ligar Louis Ch.	Trottier Fs.
Berenger Pre.	Persy J. B.
Briol Jn.	Baenger Ml.
Chabout J. Bie.	Boulet Arnaud.
Miramont Pr.	Brisset Jean.
Le Lièvre Félix.	Poittevin Jn.
Ernest Auguste.	Camille Auguste.
Ferrand Jn. P.	Carrère Jes.
Cléret	Gros-Jean Fs. Xer.
Berenger Dio.	Roiné J. Fc.
Didier Roiffé.	Bagotta Etne.
Textier Fs.	Revol Felix.
Soute Cheri.	Maret Ete.
De Mebeck Ap.	Gellibert Nicolas.
Suffray Achille.	Muzoyer Ant.
Verberel	Marchal Fs.
Pettut Ete.	Delfau Ete.
Dubat.	Lapierre Augto.
Lécot Felix.	Garcé Nicolas.
Bridet-Dénis.	Dacheux Felix.
Gelin Ante.	Thillet Pre.
Fleurton Georges.	Schobloel Dque.
Rouquaud.	Peyron Jh.
Darhois (Veuve).	Bernard Pre. E.
Bizos Théophile.	Hesmiol Hye.
Delotte.	Delhoste.
Marain.	Saint-Arromant.

Les personnes qui seraient à même de fournir des renseignements, sont priées de vouloir bien les communiquer au Consulat de France, rue de Buenos Ayres, Montevideo, 17 juin 1845,

Marcelin Denoux.
Gérant le Consulat de France.



VENTE A L'ENCHERE.

[Remate.]

PAR COURRAS, SMITH ET Cie.
Chez eux, rue du Sarandí n° 149.

Demain vendredi, 20 courant, à onze heures

du matin, aura lieu la vente à l'encan d'un grand assortiment d'articles français et anglais.

PAR LE MEME

A TOUT PRIX.

DE MEUBLES ET DE PLANTES.

Rue des Trente Trois n° 117, à côté de l'Escrivanie de D. Salvador Toit.

Mercredi prochain 25 courant, à 11 heures du matin, aura lieu la vente à l'encan, pour cause de départ, de tout le mobilier et des plantes qui ornent cette maison.

P. P. VAZQUEZ

Chez lui, rue des Misiones n° 117

Demain vendredi, 20 courant, à 11 heures du matin, aura lieu la vente à l'encan d'un grand assortiment de draperie, lingerie et tout venues.

AGENCE DU COURRIER DES ETATS UNIS

A MONTEVIDEO.

Le Courrier des Etats-Unis, journal français, publié à New York, jouit d'une immense circulation dans l'Amérique du Nord, les Antilles et la France. Il a pour rédacteur en chef un écrivain distingué; c'est M. Frédéric Gaillardet, auteur de divers ouvrages et, entre autres du célèbre drame de la TOUR DE NESLE, qu'il a composé avec Alexandre Dumas. Le Courrier des Etats-Unis a une double correspondance politique, appartenant au parti conservateur et au parti de l'opposition. Il offre donc un tableau complet des affaires politiques et le pour et le contre de chaque question. Comme il est le seul journal français important de l'Amérique du Nord, c'est à lui que la Presse française emprunte le récit et l'appréciation des faits américains. Le Courrier des Etats-Unis publie, de temps en temps, un prix courant et une revue commerciale des deux marchés de New York et de la Nouvelle-Orléans, les plus importants du Nouveau-Monde.

Le Courrier des Etats-Unis publie supplémentairement quatre gravures de modes par mois, reçues de Paris, et une Semaine Littéraire, paraissant tous les samedis, par livraison de 32 pages, et contenant environ 40 volumes des romans les plus nouveaux et les plus en vogue à Paris.

Prix du Courrier des Etats-Unis pour l'année	8 8
" Du Courrier des Etats-Unis et de la Semaine Littéraire, ensembles.....	12
" De la Semaine Littéraire seule.....	6
" Des gravures de modes, prises avec un des deux journaux.....	2

On souscrit à Montevideo, chez MM. Lange freres, Hôtel du Commerce,

Prix d'abonnements payables d'avance.

Le Propriétaire-Gérant, Jh. REYNAUD